

LA RETRAITE  
À 64 ANS,  
C'EST TOUJOURS NON!



LA DESTRUCTION DE  
NOTRE MODÈLE SOCIAL,  
C'EST NON!

# On ne tourne pas la page...



## LE 1<sup>er</sup> MAI : RAZ DE MARÉE POPULAIRE!

E. Macron détruit systématiquement notre modèle social sous prétexte de moderniser l'économie et d'équilibrer le budget public. Il a commencé par s'attaquer au droit du travail, puis au démantèlement des « conquits sociaux » comme l'indemnisation du chômage, les retraites...

La colère populaire grondait mais elle a explosé sous l'impact des dérives démocratiques qui se sont concentrées lors de la réforme des retraites : mépris des syndicats, utilisation dévoyée d'outils législatifs visant à écarter les débats parlementaires et, surtout, recours au 49.3 pour priver de vote une Assemblée nationale réticente à la réforme. L'aval du Conseil constitutionnel à la loi retraite a attisé le feu de la colère.

L'argument du déséquilibre financier du système de retraite a été réfuté dans les analyses d'Attac car la part des dépenses de retraite dans le PIB devrait être stable ou en diminution jusqu'en 2070 et le solde du système de retraite n'accusera qu'un déficit minime d'ici 2032.

### **Pourquoi cette « réforme » et la destruction des autres conquits sociaux ?**

- La première raison est que l'« assistance aux riches » (grandes entreprises et ménages) coûte un « pognon de dingues » au budget de l'État (au moins 250 milliards d'euros par an en baisse d'impôts, de taxes, exonérations de cotisations sociales et y compris fraude et évasion fiscale peu contrôlées). Ces baisses de recettes fiscales sont compensées par la compression des dépenses sociales.

- La deuxième raison est que, dans un déni total des conditions de travail, les « lois sociales Macron » (ordonnances travail 2017 et lois chômage 2018 et 2022, loi retraite 2023) ont pour but d'accroître les profits du secteur privé dans un système capitaliste à bout de souffle. Flexibilisé-es, précarisé-es, les

travailleuses et travailleurs sont contraint·es d'accepter des emplois mal rémunérés, dangereux pour leur santé et instables... pour le plus grand bénéfice du patronat. Et, celles et ceux qui auront des moyens suffisants tenteront la retraite par capitalisation.

Enfin, Macron et son gouvernement veulent montrer à l'Union européenne que la France est capable de diminuer ses dépenses publiques.

## **Attac refuse cette réforme injustifiée et injuste car d'autres solutions existent pour une retraite à 60 ans avec un système de retraites équilibré financièrement et amélioré:**

- Augmentation des salaires (grâce à une meilleure répartition salaires/profits),
- Égalité salariale entre les femmes et les hommes,
- Suppression des obstacles à l'emploi des femmes (La France n'est qu'au 25<sup>ème</sup> rang de l'OCDE),
- Élargissement de l'assiette des cotisations vieillesse aux profits redistribués et épargne salariale,
- Augmentation minimale du taux de cotisations vieillesse,
- Suppression des exonérations de cotisations patronales sur les bas salaires (15,7 milliards € en 2021, soit plus que le déficit du système de retraites prévu en 2030 !),
- Rétablissement total de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). (Elle rapportait 18,9 milliards euros au budget de l'État en 2019; sa suppression totale est programmée pour 2024),
- Suppression du prélèvement forfaitaire unique (flat-tax) pour imposer l'ensemble des revenus financiers au barème progressif de l'impôt sur le revenu,
- Réduction du nombre et du coût des niches fiscales,
- Renforcement des moyens de lutte contre la fraude fiscale,
- Établissement d'un impôt de solidarité sur la fortune (ISF) rénové.

C'est par nos luttes que nous pourrons faire retirer la réforme des retraites 2023, améliorer notre système de retraite actuel qui comporte des injustices à corriger, notamment vis-à-vis des femmes, des carrières morcelées, de la reconnaissance de la pénibilité de nombreux métiers et des carrières longues. Cela suppose un partage plus équitable des richesses. C'est un choix de société : renforcer un système public de retraite, c'est opposer à l'impératif de rentabilité et d'individualisme celui de l'émancipation, de la justice et de la solidarité !



**Faisons du 1<sup>er</sup> mai  
un raz-de-marée populaire !**